F.2c 1. f6728 A

Case
Folio
F.2c
2688

Copie de la Lettre écrite par M. le Garde des Sceaux à l'Assemblée Nationale, le 12 Novembre 1790.

Messieurs,

Je suis accusé devant vous, je le suis d'une manière solennelle. La première cité de l'Empire semble, par la voix de sa Commune, s'élever contre moi & me dénoncer à la Nation entière dans la personne de ses Représentans. L'honneur que j'ai moi-même d'être un de ces Représentans, ne me permet pas de me taire: ce que je dois d'égards à l'opinion des citoyens de la capitale, me défend le silence de l'insensibilité: ce que je dois à moi-même & au sentiment intime de mon innocence, me défend celui de la crainte.

Toutes ces considérations, Messieurs, m'amènent impérieusement à vous presser avec instance de me communiquer les griefs qui ont été allégués contre moi, si toutefois il vous ont paru dignes de quelque attention. En me soumettant à y répondre dans le plus court délai, je donnerai à la fois

THE NEWBERRY LIBRARY

à mes ſucceſſeurs, & l'exemple du reſpect pour la loi de la reſponſabilité, & celui de la confiance dans les principes que vous avez conſacrés, & qui ne permettent pas qu'aucun citoyen, encore moins s'il eſt fonctionnaire public, ſoit condamné ſans être entendu.

J'ignore encore quel eſt le terme que le Roi veut mettre à mes fonctions & aux preuves de mon dévouement; mais quel qu'il ſoit, je dois préſumer, Meſſieurs, que vous ne permettrez pas que mon innocence, ſoit comme citoyen, ſoit comme adminiſtrateur, puiſſe, dans un État libre, être plus long-temps livrée aux atteintes de la malveillance, ou d'une prévention peu réfléchie.

J'eſpère, Meſſieurs, que vous reconnoîtrez dans ma démarche, l'hommage pur que je ſerai toujours empreſſé de rendre à l'eſprit de juſtice qui vous anime, & qui ne peut que me raſſurer.

Je ſuis avec reſpect, &c.

Signé ✠ L'Archevêque de Bordeaux.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE. 1790.

fc